



Hebdomadaire  
T.M. : 511 913

☎ : 01 44 88 34 34  
L.M. : 2 641 000

NOUVEL OBSERVATEUR

JEUDI 6 AVRIL 2006

Vieilles arnaques, nouvelles recettes...

# Le bréviaire des coups TORDUS

La « Nigériane », le « coucou smurfing », le « phishing » ? La criminalité n'a pas changé de nature, mais de vocabulaire. Mondialisation et internet obligent, les délinquants en col blanc sont passés du stade artisanal à l'ère industrielle. Revue de détail

**L**a corruption ? « *Un mal bien français* », avait conclu Anne-José Fulgères, qui a dirigé pendant plusieurs années la section financière du parquet de Paris, ajoutant même que « *notre pays souffre d'un état de corruption endémique* » (1). Une vision caricaturale d'un Saint-Just du parquet porté sur la répression ? Pas vraiment. Selon l'organisation Transparency International, qui mesure le niveau de corruption dans les 19 principaux pays exportateurs, la France se classe parmi les derniers, en 13<sup>e</sup> position. Un rang plus digne d'une république bananière que du pays de Montesquieu. Restaient à démonter dans le détail les rouages de cette mécanique infernale. C'est aujourd'hui chose faite, grâce au travail de Noël Pons, auteur de « Cols blancs et mains sales. Economie criminelle, mode d'emploi » (2). Fonctionnaire des Impôts passé au Service central de Prévention de la Corruption (SCPC), ce Méridional chaleureux et plein d'humour est devenu un vrai spécialiste

de la délinquance économique et financière. Bien placé pour savoir que les financements occultes, les fraudes et la corruption qui ont défrayé la chronique depuis la fin des années 1980 n'appartiennent pas à des temps révolus

mais ont tout simplement changé de visage. Sport, dopage, jeux de hasard, Unedic, travail clandestin, immigration illégale... les réseaux criminels ont définitivement quitté le stade artisanal pour envahir de nouveaux secteurs en surfant sur trois mouvements de fond. Les nouvelles technologies, qui ont aboli les distances et les frontières ; la mondialisation, qui multiplie les échanges au point de les rendre incontrôlables ; et la dérégulation, qui en transférant des pouvoirs et des responsabilités jusque-là dévolus à l'Etat vers le privé, notamment les institutions financières, a ouvert de nouveaux espaces à la grande criminalité internationale. Noël Pons nous fait découvrir les multiples facettes de ces activités illégales. Il démonte les arnaques comme la « bouilloire » ou le « phishing », grimpe dans les cascades de sociétés-écrans, reconstitue les organigrammes de holdings. Jusqu'ici on avait le « Dalloz » pour le droit, désormais on a le « Pons » pour le tordu.

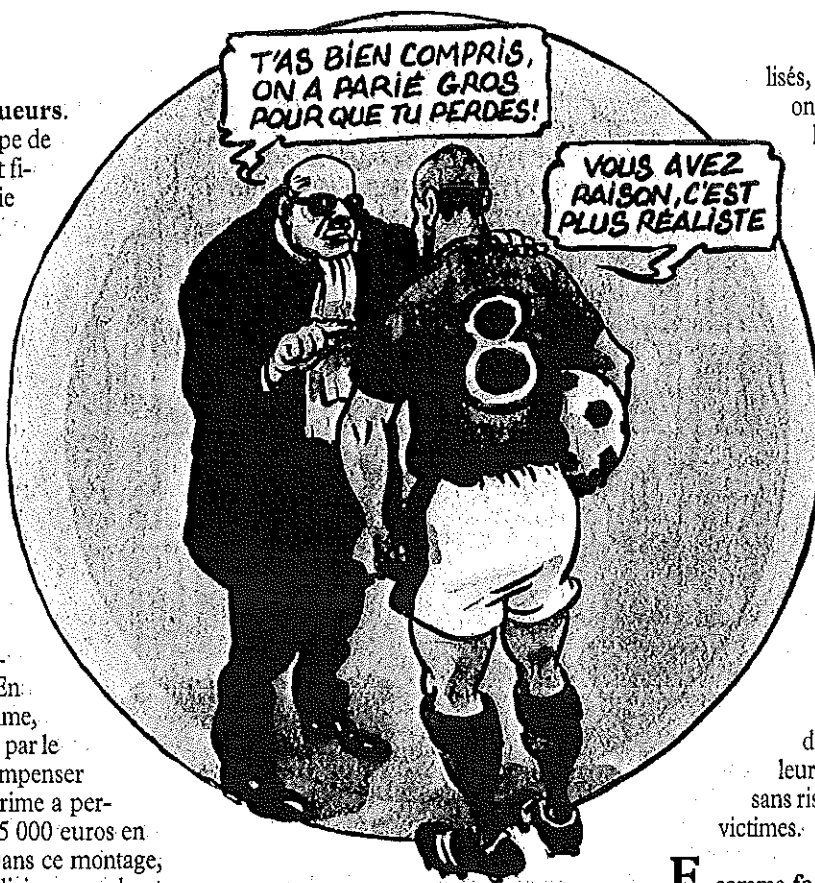


**A** comme agent de joueurs. Officiellement, l'agent s'occupe de défendre les intérêts sportifs et financiers d'un joueur. Il négocie son salaire, le prix de son transfert, ses droits à l'image. Officieusement, il peut devenir une véritable « moulinette à fraîche ». Sa spécialité ? Transformer une part du prix payé par un club pour un joueur en espèces à redistribuer à tout le monde. Un exemple parmi d'autres : pour recruter Laurent Blanc en 1997, l'Olympique de Marseille a versé au Barça (Football Club de Barcelone) une prime de départ de 2,3 millions d'euros. En réalité, une partie de cette somme, 610 000 euros, a été encaissée par le joueur, via son agent, pour compenser une baisse de salaire. Cette prime a permis à l'OM d'économiser 915 000 euros en salaires et charges sociales. Dans ce montage, l'agent a eu un rôle d'intermédiaire, enpochant au passage 150 000 euros justifiés par un mandat de recherche de joueur délivré... après le transfert du défenseur international !

**B** comme blanchiment. Ce n'est pas tout de sortir illégalement de l'argent du système. Il faut aussi savoir l'y réinjecter. Cette activité à part entière porte un nom, le blanchiment. Pas toujours facile, vu l'ampleur des montants : la vente d'une tonne de cocaïne génère ainsi une tonne de billet de 100 dollars ! Les activités qui brassent de grandes quantités de liquide sont particulièrement appréciées. Parmi elles, le tiercé. On peut voir à la sortie des champs de courses des gens racheter les billets gagnants pour justifier de grosses rentrées d'argent. L'argent « gris », celui des abus de biens sociaux, fraude fiscale, financement politique, emprunte les mêmes circuits que ceux des mafias pour leurs activités traditionnelles (drogue, prostitution, etc.).

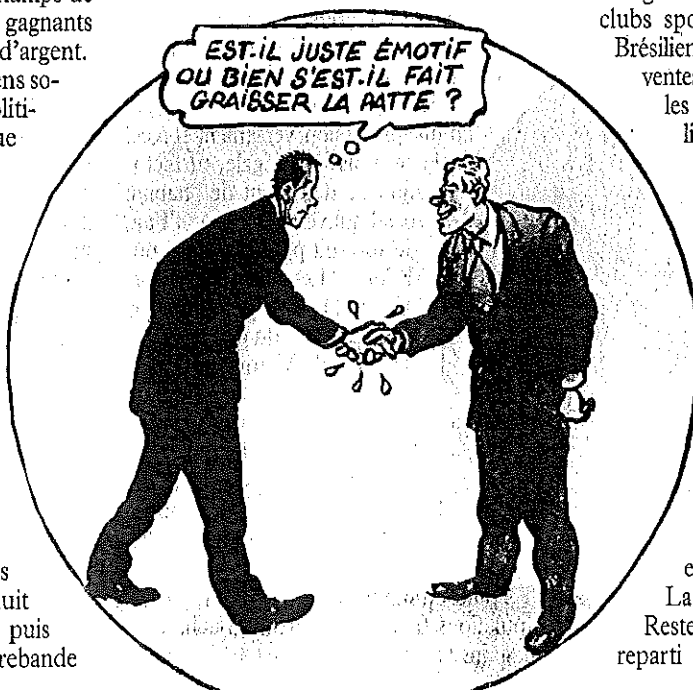
**B** comme bouilloire. Opération qui consiste à faire « bouillir » des titres pour les revendre à des pigeons. Remise au goût du web, elle consiste à faire circuler de fausses informations ou des rapports d'audit inexacts sur internet pour faire monter les cours.

**C** comme contrebande, contrefaçon, criminalité. Trois facettes d'une même manipulation. Le produit contrefait est fabriqué illégalement, puis transporté par les circuits de la contrebande



et distribué par des réseaux criminels. Corruption à tous les étages, de l'employé véreux de l'entreprise dont les produits sont copiés en passant par les services de contrôle, douanes, etc. Le détournement d'embargo en fait partie. En décembre dernier, les Douanes ont ainsi saisi des quantités importantes de valises en provenance de Chine (sous embargo depuis 2003) dans des entrepôts clandestins appartenant à des Français d'origine asiatique !

**E** comme escroquerie. Désormais mondia-



lisés, les bons vieux attrape-nigauds ont été remis au goût du jour par le web. Méfiez-vous ainsi de la « Nigériane », dont les mails sonnent comme un véritable appel au secours : aidez-moi à récupérer 25 millions de dollars bloqués dans une banque, vous toucherez 10% de commission ! Mais qui commentent toujours par un appel de fonds (5 000 euros au minimum) pour démarrer l'opération ! Quand les pigeons paient, les sommes sont alors recyclées grâce la technique du « coucou smurfing » : pour ne pas attirer l'attention des banques, les escrocs demandent à des particuliers de prêter leur compte pour faire transiter sans risques les sommes volées à leurs victimes.

**F** comme facture. Vraie, elle fait partie de la Sainte-Trinité des comptables : un bon de commande, une facture, un paiement. Fausse, elle devient l'irremplaçable sésame des détournements. Suivant les cas, elle permet la fraude fiscale (voir TVA), l'abus de biens sociaux (les commissions de l'affaire Elf), l'abus de confiance (l'ARC), l'escroquerie (les cavaleries bancaires du Sentier)...

**G** comme graisse odorante. Surnom chinois de la corruption.

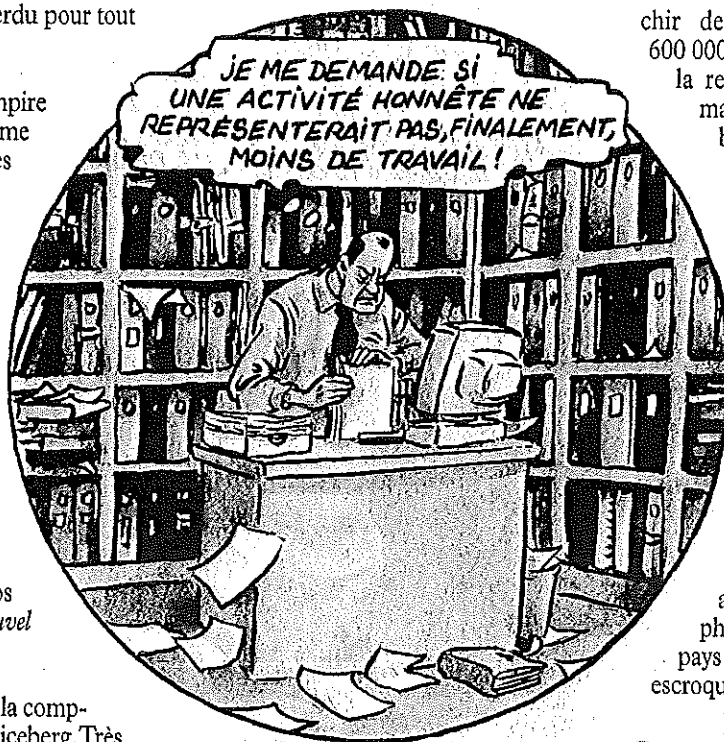
**J** comme joueur. Une vraie mine d'or pour les agents (voir plus haut) ou les dirigeants de clubs sportifs peu scrupuleux. Le cas du Brésilien Dill en 2001 est un pur bijou de ventes en cascade permettant de multiplier les commissions. Proposé pour 17 millions à Saint-Etienne par Sport+, une filiale de Canal+, il atterrit finalement à l'OM, qui en offre 27. Las. Le joueur est à peine arrivé que le club phocéen le revend au Servette de Genève, autre filiale de Canal+ à l'époque. Entretemps Sport+ a vendu ses droits sur le joueur à une société hongroise. Or pour payer le Servette emprunte les 27 millions au nouveau propriétaire du joueur... la société hongroise. Et Sport+ se porte caution des prêts. Vous suivez ? Nous non plus. Où est passé l'argent ? Qui a payé quoi ? La justice tente de s'y retrouver. Restent deux certitudes : 1) le joueur est reparti moins d'un mois plus tard au

Brésil ; 2) l'argent n'a pas été perdu pour tout le monde.

**K** comme **kit Assedic**. L'empire du faux ! On y trouve tout, comme à la défunte Samaritaine : fausses pièces d'identité, fiches de paie, cartes Vitale ou lettres d'embauche et de licenciement délivrées par un employeur fictif... Vendu de 1 500 à 3 000 euros, le kit est utilisé pour piller les institutions (caisses d'assurance-chômage, Sécurité sociale, etc.), comme en témoigne l'escroquerie mise au jour le mois dernier : un réseau avait créé 17 sociétés fictives, qui utilisaient 162 comptes bancaires différents. Plusieurs millions d'euros ont été ponctionnés (voir « le Nouvel Obs » n° 2159).

**N** comme **noire (caisse)**. C'est la comptabilité de la partie immergée de l'iceberg. Très utile pour la corruption, elle adore toutes les activités où l'on paie en liquide, comme les fêtes foraines par exemple. Sa constitution peut faire appel à des mécanismes simples (doubles billetteries) ou plus sophistiqués (surfacturations). Les produits dérivés vendus à la sauvette autour des stades ou à l'occasion de manifestations (concerts, courses...) ont aussi longtemps alimenté certaines caisses noires.

**O** comme **offshore**. Société inscrite dans un pays accommodant. Les îles Caïmans comptent ainsi plus de sociétés (35 000) que... d'habitants (30 000). La plupart, sans activités réelles, sont détenues par des prête-noms. 15%



chir des sommes illégales. Récemment, 600 000 euros auraient été misés de Chine sur la rencontre Saint-Trond/La Louvière, match capital opposant... deux équipes belges de division modeste. L'amour du ballon rond n'a pas de frontières.

**P** comme **phishing**. Contraction de *fishing* (la pêche) et de *phreaking* (méthode de piratage des commutateurs téléphoniques). Elle consiste à mettre sur le web un faux site bancaire détournant le logo d'un vrai pour siphonner des comptes. Les titulaires d'un compte de la BNP viennent d'être confrontés à ce type de tentative. Aux Etats-Unis, 57 millions de personnes auraient déjà reçu un courriel de phishing, et 9% des internautes de ce pays auraient déjà été victimes de cette escroquerie.

des sommes déposées dans les banques seraient domiciliées dans ces îles. Très utile par exemple pour redistribuer certaines sommes en toute discrétion : il y a quelques années, la société de HLM de la préfecture de police de Paris a acheté deux terrains dans la Seine-et-Marne. Elle les a payés trois fois leur prix. Le promoteur de l'opération, qui n'était pas un ingrat, a versé une commission de 108 000 euros sur le compte parisien d'une société paria-méenne, la SA Sufram. La société offshore type. Elle n'a aucune existence au Panama. Elle est domiciliée dans un cabinet d'avocats à Genève. N'ayant pas de carte professionnelle, la Sufram n'a pas le droit d'avoir une activité d'agent immobilier. L'argent a été retiré en billets de 500 francs par le mandataire en France de cette société, un certain Jean B., décédé depuis. Exercice illégal d'une profession, versement et recel de commission illégale, surfacturation au détriment de l'habitat social subventionné par l'Etat, de surcroît pour loger des policiers... Les faits ont été portés le 11 octobre 1995 à la connaissance du procureur du tribunal de Melun. Que s'est-il passé ? Rien.

**P** comme **pari**. Estimé à plus de 120 milliards d'euros par an, le marché des paris a explosé sur le web. Sans que les bonnes vieilles habitudes ne se perdent. Internet a plutôt multiplié les fraudes et les manipulations. Les faux parieurs touchent de faux gains et s'en servent souvent pour blan-

**S** comme **société-écran**. Boîte noire utilisée pour dissimuler ou rendre crédibles des opérations illégales. Exemple : au printemps 1998, une société de services informatiques fait son entrée au Second Marché de la Bourse de Paris. Parmi les actionnaires, deux fonds d'investissement basés aux îles Vierges détiennent 17% du capital, achetés à un prix très favorable : 8 euros l'action. L'entrée en Bourse se fait à près de 40 euros, ce qui se traduit par une plus-value de plusieurs dizaines de millions pour nos actionnaires anonymes, dont la COB a refusé de communiquer le nom. Surprise ! Un homme politique faisait partie des heureux actionnaires. Contraint de démissionner d'une responsabilité nationale après avoir été mis en examen, il a reçu par ce moyen un « dédommagement ».

**T** comme **TVA**. La fraude à la TVA est un sport lucratif qui nécessite un « taxi », société qui émet les fausses factures. Avec un jeu de fausses sociétés, de fausses comptabilités et de vrais détournements de trésorerie, on arrive à se faire rembourser la TVA sur des opérations inexistantes. Modèle du genre : le carrousel de ventes de véhicules. Grâce à des sociétés situées dans plusieurs pays européens, on fait tourner des fausses ventes. L'intérêt étant que l'on ne paie pas de TVA sur du matériel exporté. Ainsi un concessionnaire automobile du nord de la France récupérait de la TVA sur de fausses exportations. Dans le même temps, il déclarait un nombre de véhicules achetés supérieur à la réalité pour récupérer la TVA sur de faux achats. Il gagnait ainsi au grattage et au tirage. **JEAN-JACQUES CHIQUÉLIN**



(1) Auteur d'« Affaires à suivre », Albin Michel, 2002.  
(2) Vient de paraître chez Odile Jacob.